

----- Original Message -----

To: groupe.sdp@cg35.fr ; groupe.radical@cg35.fr

Sent: Tuesday, February 12, 2013 11:51 PM

Subject: Notre-Dame-des-Landes

Mesdames et Messieurs les conseillers généraux,

Vous nous proposez de réagir à l'article de "Nous, Vous, Ille" consacré au projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes, je vous en remercie.

Pour qui connaît bien le dossier, c'est la colère que suscite le texte que vous nous soumettez. Mais il est sans doute préférable d'argumenter posément et inlassablement. C'est donc ce que je vais m'efforcer de faire.

Je ne parlerai pas de la violence que vous placez du côté des opposants quand au contraire ceux-ci s'exposent de façon non-violente aux attaques policières démesurées.

Je ne détaillerai pas l'argumentation technique présentée par les partisans du maintien de l'aéroport de Nantes-Atlantique. Vous la connaissez probablement déjà très bien, or, bien qu'indiscutable, elle ne suffit pas à vous convaincre.

Pour rappel cependant,

- Nantes-Atlantique n'est pas saturé, loin de là : 3,3 millions de passagers par an quand Genève de taille comparable en compte 10 millions et San Diego, 17 millions ;
- le Grand Ouest dispose déjà d'une capacité aéroportuaire très importante, de nombreux aéroports, sous-utilisés pour la plupart (par exemple, Angers à 10%) ;
- concernant les nuisances sonores et la sécurité, Nantes-Atlantique n'est absolument pas critique parmi les aéroports français (comparer par exemple à Toulouse-Blagnac, Nice etc.). Il pourrait de plus être modernisé pour limiter le survol de la ville de Nantes. Les pilotes eux-mêmes ne voient pas les raisons de construire un nouvel aéroport.

Quant à la question financière, faut-il rappeler les conclusions de l'étude indépendante commandée par 1000 élus qui montre que, contrairement à ce qui est annoncé, le projet serait un coût pour la société et non un bénéfice ? La clause de « retour à meilleure fortune » que vous citez est une garantie non pas pour les pouvoirs publics mais pour le partenaire privé qui ne prend absolument aucun risque et s'assure même de n'avoir à rembourser l'état qu'en cas de résultats exceptionnels (qui très probablement ne seront jamais atteints). En cette période d'austérité, est-il raisonnable de dépenser l'argent public d'une façon aussi contestable ?

Abordons maintenant la question du développement économique qui est pour vous prépondérante, ce qui se comprend car elle sous-tend la création d'emplois et la vitalité régionale. Votre posture volontaire, votre ambition, votre audace même, votre ténacité mises au service de tous sont précieuses pour la collectivité et vous honorent. Il est cependant des situations où elles versent dans un mode incantatoire, et dans l'application de la méthode Coué, sans produire les résultats escomptés.

Concernant le projet d'aéroport à Notre-Dame-des-Landes, il est permis de douter de la promesse économique. Les emplois présents sur le site seront couverts essentiellement par le transfert depuis Nantes-Atlantique. Quant aux 4000 à 6000 emplois nouveaux, ils sont bien sûr tout à fait hypothétiques. Les seules choses dont on soit sûrs, ce sont la perte d'emplois agricoles directs et induits, l'artificialisation des terres agricoles et la dépense publique au profit du partenaire privé.

D'une façon générale, comprenez que les citoyens que nous sommes doutent des orientations politico-économiques adoptées maintenant depuis plus de 30 ans qui, au lieu de concourir à un « mieux vivre ensemble », nous ont conduits à l'explosion des inégalités, à l'augmentation du chômage, à la destruction du tissu industriel, à la casse sociale, à la régression des solidarités etc. Dans ce contexte, nous sommes sans illusion, persuadés que les 2000 ha de terres agricoles artificialisées seront un sacrifice consenti en pure perte.

Arrivés à ce stade de mon argumentation, vous comprendrez peut-être un peu mieux ma position d'opposant mais vous soutiendrez probablement encore qu'il faut aller de l'avant, avoir confiance en l'avenir etc. etc.

Or, nous n'avons pas encore évoqué les enjeux écologiques dont vous n'avez manifestement pas mesuré la gravité.

Pourtant Mr le Président Hollande lui-même, dernièrement, lors de ses vœux au corps diplomatique, rappelait la gravité des menaces du réchauffement climatique et de la disparition de la biodiversité, et nous appelait à un « sursaut ». En évoquant l'hypothèse de 4° de réchauffement, il redisait notre « devoir de permettre à notre

monde de rester viable ». Il reprenait alors à son compte le cri d'alarme des scientifiques et de la Banque mondiale qui, peu avant la conférence de Doha, nous alertaient sur les risques d'atteindre +4°C en 2060. Et combien à la fin du siècle ? +6°C ? Un écart du même ordre que celui qui nous sépare de la dernière période glaciaire ! Si l'on continue à ce rythme, c'est une transformation considérable de la surface de la Terre accompagnée de difficultés insurmontables que nous promettons à nos enfants...

Le réchauffement est là dès aujourd'hui : les 14 années les plus chaudes jamais enregistrées sont toutes regroupées sur les 16 dernières années. Et, alors que le réchauffement global n'atteint pas encore 1°C, on assiste à une augmentation inquiétante des événements climatiques extrêmes. Fin 2012, Mr Ban Ki Moon, secrétaire général de l'ONU, déclarait à ce sujet : "C'est une menace pour nous tous, nos économies, notre sécurité et le bien-être de nos enfants et de ceux qui viendront après eux", "Les signes du danger sont partout (...) cette année, nous avons vu Manhattan et Pékin sous l'eau"... Depuis, ont encore été impactées, les Philippines, l'Australie, l'Indonésie, les Etats-Unis etc. D'après la Croix-Rouge, en 1970, on comptait 275 000 personnes affectées par les catastrophes [dites] naturelles, en 1990, 18 millions (soit 65 fois plus) et en 2010, plusieurs centaines de millions.

Voilà la réalité, et elle appelle des mesures draconiennes, une réelle transition énergétique, des changements importants dans nos modes de vie et de développement, afin de réduire significativement nos émissions de GES.

Quant à l'érosion de la biodiversité, c'est la 6ème extinction massive qui se déroule, en silence certes, mais à un rythme effréné (disparition des espèces 100 à 1000 fois plus rapide qu'en « temps normal »), plus rapide que la 5ème qui a connu la disparition des dinosaures. La biodiversité étant vitale pour l'homme, tout doit être fait pour limiter nos activités qui la détruisent.

Déjà j'entends vos objections : « mais alors on ne peut plus rien faire », « les écolos, vous êtes contre tout, contre la technique, contre le progrès », « c'est le développement même de l'espèce humaine que vous refusez ». Mais ce n'est pas cela du tout ! Il ne s'agit pas de s'opposer au développement, mais à la boulimie consumériste, au gaspillage des ressources, au « toujours plus », à la démesure, aux comportements dominateurs, qui, de plus, sont le fait d'une minorité. Il s'agit de promouvoir un développement réellement « durable ». Il n'est pas question de s'opposer à la science et à la technique. Bien au contraire ! L'agroécologie, par exemple, demande des connaissances scientifiques approfondies et un savoir-faire très élaboré ; et les résultats sont spectaculaires. Il s'agit de choisir l'intelligence et la finesse plutôt que la force et les gros moyens.

Concernant le pétrole, nous avons consommé la moitié de la ressource disponible en 60 ans. Mais de quelle génération sommes-nous pour nous permettre de dilapider en si peu de temps une réserve constituée pendant des millions d'années ? Que laisserons-nous à nos enfants ? Ces questions résonnent avant même de constater les difficultés croissantes de l'extraction qui, en plus de causer des catastrophes écologiques, vont inévitablement conduire à une augmentation du prix du carburant et diminuer, à un rythme plus ou moins rapide, l'utilisation de l'avion.

Notre consommation effrénée engloutit aussi les terres agricoles et les forêts. Vous n'êtes pas sans savoir que c'est maintenant 1 département tous les 7 ans qui disparaît sous le béton et le bitume. C'est de la folie furieuse. Nombreux sont ceux qui tirent la sonnette d'alarme. Il serait temps d'en tirer toutes les conséquences !

Et ce n'est pas en trompant les gens par du « greenwashing » comme des bâtiments HQE mais inutiles, des « parkings bocagers » etc. qu'on inversera la tendance dévastatrice.

En toute honnêteté, en empruntant le titre d'un film-documentaire bien connu, nous devons nous poser cette question : Quand « nos enfants nous accuseront », que leur répondrez-vous ? « Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour limiter les dégradations de l'environnement » ou bien « Nous étions prisonniers d'un système et d'un mode de pensée. Nous savions pourtant. Mais nous avons continué... » ?

Devant tant de déraison et d'inconséquence, j'espère que vous comprendrez la colère qui est la mienne, comme celle de beaucoup de parents, d'agriculteurs, premiers témoins du saccage, et de tous ceux qui se soucient de garder notre Terre viable. Nous n'en avons pas d'autre !

Je vous prie de m'excuser pour cette réponse un peu longue mais pourtant très résumée. Merci de la transmettre aux 35 conseillers généraux signataires de l'article de « Nous, Vous, Ille » et de la diffuser à tous les intéressés.

Veuillez agréer, Mesdames et Messieurs les conseillers généraux, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

[Un citoyen d'Ille-et-Vilaine]